



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA CHARENTE

Préfecture

Secrétariat Général

Direction des Collectivités Locales et des Procédures Environnementales

Bureau de l'Utilité Publique et des Procédures Environnementales

Arrêté préfectoral complémentaire N° prescrivant la mise en compatibilité du site des Papeteries de Veuze à Magnac sur Touvre avec l'usage futur

Le Préfet de la Charente,
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

- Vu le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 06 mai 1998 modifié autorisant la société SA PAPETERIES DE VEUZE à exploiter un établissement spécialisé dans la fabrication de papier et carton au lieu-dit "Veuze" à MAGNAC SUR TOUVRE ;
- Vu l'arrêt immédiat des activités des Papeteries De Veuze prononcé par le Tribunal de Commerce d'Angoulême le 15 mars 2011 ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 14 avril 2011 mettant en demeure Maître TORELLI, mandataire liquidateur, de notifier la cessation d'activités des Papeteries De Veuze telle que prévue à l'article 2.6 de l'arrêté préfectoral du 06 mai 1998 et à l'article R512-39-1 du code de l'environnement et de proposer le type d'usage futur envisagé sur le site des Papeteries De Veuze ;
- Vu la désignation de Maîtres VILLA et HART de KEATING comme administrateurs provisoires pour accomplir les actes nécessaires à la gestion du cabinet de Maître Torelli par le Tribunal de Grande Instance de Périgueux le 03 février 2012 ;
- Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 octobre 2012 prescrivant à Maîtres VILLA et HART de KEATING des analyses de sols et des eaux souterraines en vue de déterminer si l'état du site est compatible avec l'usage futur proposé par le mandataire.
- Vu l'ordonnance du 28 novembre 2012, ordonnant le remplacement de Maître TORELLI, sous administration provisoire de Maîtres VILLA et HART de KEATING dans ses fonctions de liquidateur par SELARL HIROU, en la personne de Maître Laurent HIROU, 26 place Turenne à Angoulême, dans la procédure de liquidation judiciaire de la SA PAPETERIES DE VEUZE ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2013 mettant en demeure Maître HIROU de transmettre le rapport demandé à l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9/10/2012 ;
- Vu le diagnostic complémentaire – Missions A200 et A210 n°51039695 du 23/10/2013 et le diagnostic complémentaire, évaluation quantitative des risques sanitaires et plan de gestion – Missions A200, A 210, A230, A320 et A330 n°51302157 du 06/01/2014 établis par la société Dekra ;
- Vu le rapport et les propositions en date du 15/04/2014 de l'inspection des installations classées ;
- Vu l'avis en date du 15 mai 2014 du CODERST au cours duquel le mandataire liquidateur a été entendu ;

Vu l'absence d'observations du mandataire liquidateur consulté le 20 mai 2014 sur le présent arrêté ;

Considérant que le diagnostic complémentaire – Missions A200 et A210 n°51039695 du 23/10/2013 et le diagnostic complémentaire, évaluation quantitative des risques sanitaires et plan de gestion – Missions A200, A 210, A230, A320 et A330 n°51302157 du 06/01/2014 établis par la société Dekra permettent de mettre en évidence une pollution avérée au droit des sondages ZS2, ZS3 et ZS5 ;

Considérant que l'évaluation quantitative des risques sanitaires a conclu que l'état des milieux du site, au niveau de l'usine, est incompatible avec l'usage industriel futur ;

Considérant les mesures de gestion proposées en tenant compte du bilan coûts/avantages présent dans le diagnostic complémentaire, évaluation quantitative des risques sanitaires et plan de gestion – Missions A200, A 210, A230, A320 et A330 n°51302157 du 06/01/2014 ;

Considérant qu'aucune pollution n'a été confirmée au niveau de la STEP ;

Considérant que les deux diagnostics complémentaires précités répondent aux prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 09/10/2012 ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1

La SELARL HIROU, en la personne de Maître Laurent HIROU, chargée de la liquidation de la société SA PAPETERIES DE VEUZE, située au lieu-dit "Veuze" à Magnac-sur-Touvre (16600), nommé dans le présent arrêté "exploitant", doit respecter, pour le site des Papeteries De Veuze sur la commune de Magnac-sur-Touvre, les modalités du présent arrêté préfectoral complémentaire qui vise à rendre le site compatible avec l'usage futur industriel.

ARTICLE 2 – TRAVAUX DE DÉPOLLUTION

ARTICLE 2.1 - ZS5 : CUVE AÉRIENNE DE FUEL

Il est procédé à un **traitement hors site** au droit des sondages S17* et U6*.

Les différentes étapes de ce traitement sont les suivantes :

- Valider les filières de traitement par l'obtention d'un certificat d'acceptation préalable,
- Excavation et transfert vers le(s) centre(s) de traitement retenu(s) avec suivi environnemental des travaux ;
- Mise en place d'aires étanches permettant le stockage tampon des terres afin de valider définitivement le degré de pollution des terres ;
- Mise en œuvre d'un remblai sain avec compactage selon les règles de l'art.

* : Référence du diagnostic complémentaire, évaluation quantitative des risques sanitaires et plan de gestion – Missions A200, A 210, A230, A320 et A330 n°51302157 du 06/01/2014 établis par la société Dekra.

Article 2.2 - ZS2 : Atelier fournisseur

Il est procédé à un **traitement sur site** des terres polluées.

Les différentes étapes de ce traitement sont les suivantes :

- Réalisation d'essais préalables de faisabilité ;
- Mise en place d'une semelle en ciment ou d'une membrane imperméabilisée permettant la collecte et le recyclage des lixiviats ;
- Excavation des terres polluées en vue de la réalisation d'un andain. Afin d'aboutir à des terres de granulométrie la plus homogène possible, une phase d'émottage, criblage et homogénéisation est effectuée préalablement. Cette dernière étape peut permettre l'ajout de

solutions de sels nutritifs (azote et phosphore) afin de subvenir aux carences potentielles en éléments minéraux des micro-organismes ;

- Mise en andain sur la surface imperméabilisée créée ;
- Mise en place de tuyaux à différents niveaux à l'intérieur du biotertre permettant ainsi son aération. Cet andain restera en place pour toute la durée de traitement.

Article 2.3 – Opérations de dépollution

Les opérations de dépollution décrites aux articles 2.1 et 2.2 du présent arrêté débutent **avant le 31 octobre 2014**.

Les opérations de dépollution respectent les contrôles à réaliser listés à l'annexe du présent arrêté.

Article 2.4 - Fin de travaux

Des contrôles en fin de travaux devront être réalisés, se traduisant pour les zones excavées par des analyses de bords et fonds de fouilles au droit des zones dépolluées. Ces analyses porteront a minima sur les paramètres HCT C10-C40 et COHV.

Pour le traitement sur site, des analyses de sols et/ou d'air du sol pour ces mêmes paramètres devront être réalisées.

ARTICLE 3 - SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

La surveillance de la nappe souterraine au niveau du site (PZ Usine 1 à PZ Usine 4) est maintenue. Les paramètres à surveiller et leur fréquence d'analyses sont indiqués dans le tableau suivant :

Paramètres	Fréquence
Métaux (As, Cd, Cr, Cu, Hg, Ni, Pb, Zn)	Semestrielle
HAP	
BTEX	
Hydrocarbures totaux	
Composés organo-halogénés volatils	
PCB	
Conductivité	
pH	

A l'issue des travaux, la surveillance des eaux souterraines pourra être arrêtée sur demande de l'exploitant et après validation de l'Inspection des Installations Classées. Les piézomètres devront être obturés et comblés selon les normes en vigueur, afin d'éviter la pollution des nappes souterraines.

La surveillance de la nappe souterraine au niveau de la STEP est arrêtée. L'exploitant réalise l'obturation ou le comblement des piézomètres PZ STEP 1 à PZ STEP 3 selon les normes en vigueur, afin d'éviter la pollution des nappes souterraines.

Les prescriptions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 09/10/2012 sont supprimées.

ARTICLE 4 – RAPPORT DE FIN DE TRAVAUX ET SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE

Un rapport de fin de travaux est adressé à l'inspection des Installations Classées dans **un délai de 3 mois** à compter de la fin des travaux.

Ce rapport comporte les éléments suivants :

- Une description des différentes phases de travaux ;
- L'ensemble des justificatifs d'élimination des déchets ;
- Les résultats des analyses d'eaux souterraines réalisées conformément à l'article 3 du présent arrêté ;
- L'ensemble des justificatifs d'obturation ou de comblement des piézomètres de la STEP (cf. article 3 du présent arrêté) ;

- Une analyse des risques résiduels.

Le rapport de fin de travaux doit être accompagné d'un dossier de demande d'institution de servitudes d'utilité publique conforme à l'article R515-27-II du code de l'environnement.

ARTICLE 5 – ARRÊTÉS DE MISE EN DEMEURE

Les prescriptions des arrêtés préfectoraux de mise en demeure du 14 avril 2011 et du 14 octobre 2013 sont abrogées.

ARTICLE 6 - SANCTIONS

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1er du livre V du Code de l'Environnement.

ARTICLE 7 – DÉLAIS ET VOIE DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Poitiers :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

ARTICLE 8 - PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R.512-39 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives des mairies et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de Magnac-Sur-Touvre pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de Magnac-Sur-Touvre fera connaître par procès verbal, adressé à la préfecture du Charente - l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de l'exploitant.

Un avis au public sera inséré par les soins de la préfecture et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 7 - EXÉCUTION

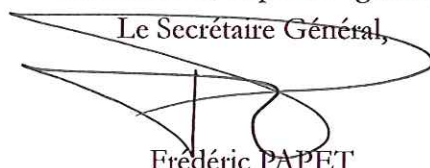
Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de La Charente, Monsieur le Maire de Magnac-sur-Touvre, et Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Poitou-Charentes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au mandataire judiciaire.

A Angoulême, le

13 JUIN 2014

P/Le Préfet, et par délégation,

Le Secrétaire Général,

A stylized signature in black ink, consisting of a large loop and a vertical stroke, followed by the name Frédéric PAPET.

Frédéric PAPET

ANNEXE : SYNTHESE DES CONTROLES A REALISER PENDANT LES OPERATIONS DE DEPOLLUTION

Le maître d'ouvrage, devra missionner un organisme indépendant chargé de contrôler les opérations de dépollution.

I - Préparation et installation du chantier

Avant toute excavation, tous les réseaux secs et humides devront avoir été précisément repérés.

Le chantier devra être balisé.

Le personnel intervenant devra disposer a minima de vestiaires, d'un réfectoire, des w-c chimiques et d'une douche avec sas de décontamination.

Une étude des risques devra être élaborée conjointement entre les prestataires et le Maître d'Ouvrage ou son représentant.

Une attention particulière devra être accordée à la gestion des nuisances lors de la phase chantier (poussières, bruit, nuisances olfactives et émanations gazeuses).

II - Suivi des travaux

Le chantier devra être suivi impérativement par un conducteur de travaux sachant les règles de l'art relatives :

- au suivi environnemental. Autant que besoin, il pourra se munir d'un analyseur de chantier à Fluorescence X pour la détection des métaux, d'un PID, de tubes colorimétriques. Il aura à charge de s'assurer de la traçabilité des déchets et le respect de la réglementation,
- aux travaux de terrassement : par exemple travail par paliers, stabilité et confortement des talus.

III - Hygiène et sécurité

Lors des opérations de réhabilitation, les mesures d'hygiène et sécurité adaptées devront être mises en œuvre.

Les recommandations en termes d'équipements de protection individuelle en présence de sols potentiellement pollués sont les suivantes :

Contact avec les terres :

- port de chaussures ou bottes de sécurité ;
- port du casque et de gants ;
- port de combinaison catégorie 1 (risque mineur) ou bleu de travail ;
- port de masque anti-poussières de type FFP 1, si besoin de masque respiratoire filtrant (équipé de cartouches de type A2 [protection contre les vapeurs organiques] et/ou P3 [filtration de particules]).

Conduite d'engin :

- cabine de pilotage fermée et sur-pressurisée ;
- bleu de travail et chaussures de sécurité ;
- port du casque dès la descente ;
- masque anti-poussières à disposition ou masque respiratoire si besoin.

IV - Tri des terres

Au préalable, avant tout évacuation des terres, un tri pourra être réalisé en fonction des constats organoleptiques ainsi que des mesures sur site (PID, colorimètres...).

Les sols seront triés de manière à optimiser leur orientation vers des destinations adaptées. Les analyses effectuées sur ces tas permettront de spécifier leur destination finale. Dès le centre de stockage spécifique sélectionné, des échantillons des tas concernés seront prélevés et fournis aux différents centres pour l'édition des Certificats d'Acceptation Préalable (CAP). L'évacuation des tas pourra démarrer dès réception des CAP.

Lors de l'évacuation des terres sans traitement préalable, des analyses devront être réalisées. Elles permettront d'identifier au mieux les destinataires des déchets. Au vu des teneurs mises en évidence ici, les terres pourront être envoyées en Biocentre ou en ISDI.

Les sols pour lesquels les analyses du laboratoire confirmeront l'absence d'impact, pourront être réutilisés en remblaiement sur le site dès les résultats obtenus.

Chaque tas sera clairement identifié afin de prévenir toute confusion lors de l'enlèvement des terres. Les andains réalisés seront isolés du sol et recouverts par des géomembranes.

V - Aires de stockage provisoire des terres

Le tri des terres pour la détermination des exutoires les plus adaptés aux polluants présents nécessitera la mise en place d'aires de stockage provisoire des terres.

Les zones seront réalisées par un complexe étanche formé de trois couches :

- Une couche de géotextile antipoinçonnement de protection, d'épaisseur 500 µm ;
- Une couche de géomembrane PEHD d'épaisseur 750 µm ;
- Une couche de géotextile antipoinçonnement de protection, d'épaisseur 500 µm.

La présence de plateforme étanche propre sur le site à proximité de la zone de terrassement peut permettre de réduire les coûts d'installations et de gestions des tas.

La géomembrane PEHD permettra de garantir l'étanchéité de l'ouvrage. Les deux couches de géotextile permettront une protection de la géomembrane contre les poinçonnements dus aux blocs rocheux présents dans les sols, à la circulation d'engins de chantier, et à la pelle mécanique au cours des phases de chargement des camions.

L'installation des géomembrane devra être conforme aux recommandations établies par le Comité Français des Géosynthétiques et Géomembranes (C.F.G.) ainsi qu'à la note d'information n°71 de mars 1992 du SETRA « Chaussées – Dépendances » complétée par son annexe, aux normes AFNOR G 38 et aux normes européennes.

VI - Evacuation des matériaux pollués hors du site

Les matériaux contaminés ne pouvant pas être conservés sur site devront être évacués conformément à la réglementation en vigueur (liste non exhaustive) :

- Loi n°75-633 du 15 juillet 1975 modifiée, relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux ;
- Loi n°92-646 du 13 juillet 1992 modifiée, relative à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Arrêté du 1er juin 2001 relatif au transport des marchandises dangereuses par route.
- Arrêté du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionnés à l'article 4 du décret n°2005-635 du 30 mai 2005.

Les filières d'élimination sont définies à partir des analyses réalisées en laboratoire sur un échantillon composite sur la base des textes réglementaires suivants :

- Arrêté préfectoral des filières d'élimination ;
- Critères d'acceptation des filières ;
- Décision du conseil n°2003/33/CE du 19 décembre 2002 établissant des critères et des procédures d'admission des déchets dans les décharges ;
- Arrêté du 28 octobre 2010 fixant la liste des types de déchets inertes admissibles dans des

installations de stockage de déchets inertes.

Les centres de réception devront donc être autorisés par arrêté préfectoral et délivrer un Certificat d'Acceptation Préalable (CAP) en bonne et due forme avant le commencement des livraisons.

Les convois de déchets devront satisfaire à la réglementation sur le transport des déchets : décret n°98-679 du 30 juillet 1998 relatif au transport par route, au négoce et au courtage de déchets, Accord européen relatif au transport international des marchandises Dangereuses par Route (ADR).

Bordereaux de suivi de déchets (BSD)

Conformément au Code de l'Environnement, tout transfert de sols depuis un site devra être accompagné de bordereaux de suivi des déchets en particulier pour les déchets référencés 17-05-03 dans l'annexe II de l'article R. 541-8 du Code de l'Environnement.

Le BSD est un formulaire qui a pour but d'assurer la traçabilité des déchets et de constituer une preuve de leur élimination pour le producteur responsable. D'après l'article R. 541-7 du Code de l'Environnement, l'émission d'un BSD est une obligation dans le cadre du traitement des déchets.

Il comporte des indications sur la provenance des déchets, leurs caractéristiques, les modalités de collecte, de transport et d'entreposage, l'identité des entreprises concernées et la destination des déchets. Le bordereau accompagne les déchets jusqu'à l'installation destinataire qui peut être un centre d'élimination, un centre de regroupement ou un centre de prétraitement. Ce sera la société en charge du chantier de dépollution qui aura la responsabilité de l'émission des BSD.

Conformément à l'article R. 541-45 du Code de l'Environnement, une copie de ces bordereaux devra être conservée pendant une période de 5 ans par toutes les personnes qui auront émis, reçu ou complété l'original ou la copie d'un bordereau et pendant une période de 3 ans pour le transporteur.

